

Pour les enfants, qu'attendons-nous pour mieux les protéger ?



Les informations, dans ce qui est maintenant communément appelé la réinfosphère, font état de réseaux de trafics d'enfants par les élites mondialistes pour des pratiques dignes du Troisième Reich. A écouter les gens les plus informés sur ces questions, il existerait des réseaux souterrains ou des caches dans notre pays où des enfants seraient emprisonnés.

Je ne sais, à titre personnel, si de telles affirmations sont vraies. Ayant encore un temps soi peu d'estime pour nos forces de l'ordre, je me dis que si de telles pratiques existaient elles seraient démantelées.

Toutefois, je n'écarte pas non plus l'idée que de tels réseaux existent et que nos forces de l'ordre, par lâcheté ou par complicité dans les hautes ou moins hautes sphères de

commandement, bloquent toute action pour mettre un terme définitivement à ces pratiques.

Louis XIV, en son temps, avait fait interdire les messes noires, nous exigeons la même chose de nos dirigeants.

Toutefois, au vu de l'ignominie dont ils sont capables et de leur lâcheté, s'en remettre à eux reviendrait à pisser dans un violon.

Dans ce contexte, il devient du devoir des citoyens de mettre un terme à cette infamie. Les spéléologues, les experts qui connaissent le fonctionnement de ces réseaux, les anciens policiers ou gendarmes qui ont approché dans leur métier ces questions, les militaires ou anciens militaires qui ont envie d'en découdre devraient se réunir pour constituer des groupes de choc pour agir de concertation.

Vous me direz, déterrer ces fumiers de leurs caches est interdit par la loi ? Certes, mais il ne faudrait tout de même pas inverser les choses. Qu'est-ce qui est le plus répréhensible : faire du trafic d'enfants ou éliminer les trafiqueurs d'enfants ? Ce serait également une bonne manière de constater réellement de quel côté se situent nos pouvoirs publics.

A titre personnel, je n'aurais aucun état d'âme à éliminer physiquement de tels monstres pris sur le fait dans leurs caches souterraines et si l'on venait m'arrêter au moment de mon action, je n'aurais également aucun état d'âme à faire feu sur les forces publiques soit disant venues pour m'empêcher de faire leur boulot.

Cette analyse peut paraître naïve au vu de la gravité et de l'ignominie du sujet dont il est question.

Toutefois, si de tels faits sont exacts et avérés, notre devoir de citoyens est de s'organiser et d'agir pour sortir ces malheureux enfants de l'emprise de ces monstres.

Etienne Darcourt Lézat